

DÉPARTEMENT

DE L'ARIÈGE

DE\_2025\_024BIS

République française

-----

Membres en exercice : 14

Présents : 10

Votants: 11

Pour: 11

Contre: 0

Abstentions: 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA  
COMMUNE DE BÉNAGUES

Date de la convocation: 08/12/2025

Le dix-sept décembre deux mille vingt-cinq le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Josiane BERGE

**Présents :** Christophe BAUZOU, Josiane BERGE, Simone BIELLE, Thierry DA FURRIELA, Sandrine ESTEBE, Stéphane FABRY, Olivier HILAIRE, Laurent MARSEILLE, Aubry PINATON, Mickaële REIS

**Représentés :** Serge GARCIA représenté par Josiane BERGE

**Excusés :**

**Absents :** Loïc ABENIA, Franquelim FERREIRA, Laurie FERRIES

**Secrétaire de séance :** Simone BIELLE

**Objet : Cartes cadeaux (retire et remplace pour erreur matérielle délib 2025-024)**

**Vu** les articles L731-1 à L731-4 du Code général de la fonction publique ;

**Vu** la réglementation sociale relative aux avantages accordés aux agents (notamment le plafond d'exonération URSSAF des cadeaux et bons d'achat) ;

**Considérant** l'article L731-3 du Code général de la fonction publique : Les prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, dont bénéficient les agents publics sont distinctes de la rémunération définie aux articles L. 712-1 et L. 713-1 et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir.

**Considérant** que la collectivité souhaite attribuer des cartes cadeaux aux agents à l'occasion de Noël ;

**Considérant** que cette attribution constitue un avantage à caractère social entrant dans les limites réglementaires en vigueur ;

**Après en avoir délibéré, le Municipal décide :**

La commune attribue des cartes cadeaux aux agents à l'occasion de la remise de cadeaux de Noël 2025.

Montant minimum 100 € et montant maximum : 230 €

Madame le Maire est autorisée à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication.

Le Maire

Josiane BERGE

Secrétaire de séance

Simone BIELLE

